

**DISCOURS DE FRANCOIS HOLLANDE
REUNION DE MOTION
FEDERATION DE PARIS
MUTUALITÉ – 18 OCTOBRE 2005**

Cher(s) Camarades,

Je ne suis pas venu ici pour un duel, pas même pour une confrontation entre socialistes ; je suis venu à une assemblée générale de militants pour débattre librement et contradictoirement avec Laurent, avec Laure, avec Jean-Marie, avec Vincent. C'est un débat qui honore notre formation politique. Je ne me plains pas qu'il y ait 5 motions –il pourrait y avoir moins, mais que dirait-on s'il n'y en avait qu'une seule !

C'est finalement une tradition d'avoir dans les congrès socialistes cette délibération collective qui repose aussi sur notre identité. Le débat, le vote puis, bien sûr, le respect du vote.

Notre congrès se tient à un moment où la droite accentue sa pression libérale et où les Français cherchent un débouché politique à leur mécontentement social. Notre congrès du Mans se situe à un moment où le pouvoir, depuis trois ans et demi, échoue et joue la confusion à son sommet pour créer l'illusion d'une possible alternance en son sein. Notre congrès se situe également à un moment où la gauche et notre Parti se sont séparés sur la question du référendum pour la constitution européenne, alors même qu'aujourd'hui notre électorat nous appelle à l'union. Dès lors beaucoup dépend de nous. Tel est l'enjeu du congrès du Mans.

Notre congrès doit être utile aux Français, avons-nous dit. Cela veut dire d'abord remettre le Parti socialiste en ordre de marche ; cela veut dire ensuite offrir un projet mobilisateur et crédible à nos concitoyens ; cela veut dire enfin rassembler la gauche autour d'un contrat de gouvernement. Ce que je vous propose, avec toutes celles et tous ceux qui ont signé la motion 1, ce n'est pas simplement d'être à gauche, ce n'est pas simplement de rassembler toute la gauche –et il le faudra ; ce que je vous propose, c'est de réussir à gauche. Réussir, cela veut dire gagner en 2007, d'abord ; cela veut dire changer vraiment, si l'on gagne, au lendemain de 2007 ; et cela veut dire agir longtemps, dans la durée, pas simplement le temps d'une législature, d'un quinquennat. Et, si l'on veut transformer notre pays, il nous faut être capables de gagner en 2007, mais aussi en 2012 et, qui sait, au-delà. Voilà l'enjeu du congrès.

L'unité des socialistes est la condition première de cette réussite. Nous le dirons tous. Nous sommes pour l'unité des socialistes, ou alors que sommes-nous ? Nous dirons tous que nous voulons rassembler : à nous de le démontrer.

Pour nous, **l'unité des socialistes passe par le dépassement du « oui » et du « non ».** Nous nous sommes divisés sur la question du Traité constitutionnel européen. Chacun garde au fond de lui-même sa conviction, celle qu'il a exprimée comme militant socialiste lors de notre consultation interne et celle qu'il a pu exprimer aussi au moment du vote le 29 mai. Mais à quoi servirait-il de perpétuer un clivage qui serait finalement mortel pour l'ensemble de la gauche française ? Nos concitoyens ont voté, l'Europe est dans la situation que l'on sait. Aujourd'hui, ou l'on regarde encore derrière nous, vers le mois de mai 2005, ou l'on regarde – et c'est ce que je vous propose- vers le mois de mai 2007.

Et, au sein du Parti socialiste, pour moi, il n'y a pas des socialistes du « oui » d'un côté et des

socialistes du « non » de l'autre ; il n'y a que des socialistes. Je ne fais pas le tri entre les socialistes ; je ne considère pas qu'il y en aurait –les malheureux- qui seraient des accompagnateurs du libéralisme, quand d'autres –par coup de chance- seraient devenus des transformateurs ; il n'y a pas de timides d'un côté et des téméraires de l'autre. Il n'y a que des socialistes au parti des socialistes. C'est pourquoi, si l'on veut avoir un beau congrès, veillons à avoir le débat que l'on sait, à marquer nos différences là où elles existent, mais d'abord à se respecter.

La deuxième manière de **réussir notre unité est de tirer les leçons de tous les scrutins**. Celui de 2002, il faut bien y revenir tant il a été cruel, qui a été le produit de la dispersion et de l'indifférenciation, mais qui a coûté cher et notamment aux Français. Il faut tirer les leçons du scrutin référendaire de 2005 qui a marqué le rejet du libéralisme –dont on a dit un moment qu'il était illustré par le projet de directive Bolkestein ; il me semble qu'il est toujours là, mais c'est une autre affaire. Si l'on doit tirer des leçons des scrutins de 2002 et de 2005 –ce que nous faisons dans notre motion- tirons aussi des leçons de nos victoires. On aurait tort de s'en priver, et notamment nous, socialistes, qui avons gagné 20 régions sur 22 –pardon pour les deux que nous n'avons pas remportées. Nous avons la moitié des départements –pardon pour ceux qui restent. Mais, comment avons-nous gagné ? Par le rejet de la droite, j'en conviens ; mais aussi parce que nous nous sommes rassemblés autour d'un projet pour nos régions, pour nos départements. La règle vaut encore.

La troisième condition de la **réussite de notre unité est le respect de nos règles et de notre démocratie interne, c'est-à-dire les votes, les votes de congrès**. Car nous sommes tous pour le respect des votes de congrès, sinon à quoi bon présenter des motions et organiser le suffrage universel des militants ? Nous sommes tous d'accord aussi, et heureusement, pour que le respect du vote s'applique à la désignation de nos candidats aux élections législatives, aux élections municipales et pour l'élection présidentielle. On nous dit d'ailleurs qu'il y a plusieurs candidats à la candidature... Et bien, tant mieux, cela prouve qu'il y a du talent ! Ce serait terrible s'il n'y en avait aucun ! Et comment allons-nous les départager si ce ne sont pas les militants qui votent ? Soyons donc fiers de ce respect du vote des militants, puisque c'est ce qui nous permet d'être ensemble, dans la même famille et de faire les meilleurs choix.

Congrès pour l'unité, mais aussi congrès pour le projet. Nous l'avons voulu et il était temps car il nous reste 18 mois et les Français attendent. Bien sûr qu'il faut s'opposer fermement, mais il faut aussi proposer, c'est le moment. Le projet, le nôtre, est forcément international et il y a dans notre motion des propositions pour redistribuer les richesses à l'échelle de la planète. Les socialistes sont internationalistes. Aujourd'hui, jamais la politique internationale ne s'est jamais autant confondue avec la politique intérieure. Ce qui se passe en Espagne, enclaves espagnoles au Maroc, n'est que le rappel de l'inutilité d'avoir une politique de l'immigration si l'on ne donne pas, si l'on ne partage pas les richesses à l'échelle de la planète, si l'on ne crée pas le dialogue avec l'Afrique et la Méditerranée. C'est cela finalement notre projet.

Aujourd'hui, notre responsabilité est de définir un projet qui soit aussi un projet européen pour la croissance et pour l'emploi, pour le budget européen que nous voulons relever, pour fixer et délimiter nos frontières en Europe et pour réformer enfin, parce qu'il faudra quand même une constitution à l'Europe pour avoir des institutions démocratiques qui donnent enfin la parole aux citoyens.

Notre projet est aussi, et d'abord, pour la France. Nous proposons un contrat avec nos concitoyens, fondé sur deux principes qui, à mon sens, révèlent ce qu'est un projet de gauche : **la volonté**, sans laquelle il n'y a pas de transformation, et **la vérité**, sans laquelle il n'y a pas

de clarté et de respect.

Il faudra de la volonté si l'on veut reprendre le chemin de la croissance et de l'emploi. Il en faudra de la volonté, celle dont nous avons fait preuve avec le gouvernement de Lionel Jospin pour créer deux millions d'emplois et supprimer un million de chômeurs dans notre pays, quand la droite ne crée plus d'emploi et laisse filer le chômage. Nous proposons, pour relancer la croissance, une relance du pouvoir d'achat par une conférence salariale. Nous voulons une contrepartie à toutes les exonérations de cotisations sociales : 20 milliards d'euros. Ces 20 milliards d'euros accordés aux entreprises ne pourront être versés, si nous revenons aux responsabilités, que s'il y a un effort en termes de salaire et d'embauche dans les entreprises. Nous proposons également une réforme profonde des cotisations patronales qui ne devront plus être assises sur le seul travail, c'est-à-dire le salaire, mais sur l'ensemble de la richesse produite. Nous demandons qu'il y ait une modulation des cotisations sociales dans les entreprises en fonction du caractère indéterminé du contrat de travail et qui pénalise la précarité. Nous proposons un contrat de reclassement après tout licenciement collectif, après tout plan social ; un contrat de reclassement entre celui qui ne doit pas être appelé un chômeur mais un salarié en formation, en mobilité, et le service public de l'emploi.

Il faudra de la volonté pour changer profondément l'Education, l'école et pour en faire vraiment l'école de tous, l'école de la République.

Il faudra créer un service public de l'enfance, comme nous l'avons montré dans certaines villes, et faire que la pré scolarisation puisse se faire des deux ans, car c'est l'enjeu de l'égalité.

Il faudra créer un service de l'accompagnement scolaire, parce que l'on sait que la marchandisation de l'école est en marche aujourd'hui.

Il faudra un plan pour les universités françaises, si l'on veut avoir comme objectif d'ici 10 ans 60 % d'une classe d'âge qui puissent accéder à un niveau de Bac + 3 d'université.

Il faudra avoir de la volonté sur le logement. S'il s'agit à Paris comme ailleurs de créer des logements sociaux, il faut qu'il y ait des obligations. Nous disons 20 %, comme dans la loi SRU. Certains disent qu'il faut supprimer les subventions, d'autres disent qu'il faut tripler la pénalité existante. La modalité doit être sérieusement étudiée car il faut que la dissuasion soit forte. Il faut que cette obligation, dans chaque commune de France, soit respectée. C'est un beau combat contre la droite. Mais, si l'on veut avoir la maîtrise des sols, il nous faut peut-être reprendre une vieille idée de la gauche française –et notamment du mouvement socialiste– d'une forme d'appropriation publique des sols, et donc de faire en sorte qu'on puisse avoir des établissements fonciers qui achètent, qui préemptent, qui parfois exproprient les sols sur lesquels nous avons besoin de construire.

Il faudra avoir de la volonté sur l'environnement, sur l'écologie, si l'on veut mettre en place de véritable politique de transports publics, mettre les énergies renouvelables et faire en sorte de créer une haute autorité de l'eau pour assurer la péréquation du prix partout en France.

Il faudra de la volonté pour l'égalité, c'est-à-dire de la lutte contre toutes les discriminations –et notamment celles qui pèsent sur nos concitoyens d'origine immigrée. Il faudra aussi de la volonté pour faire une vraie politique de laïcité ; il en faudra aussi pour faire l'égalité homme/femme et faire voter, comme en Espagne, une loi contre les violences conjugales. Il faudra aussi de la volonté pour donner l'égalité aux couples de même sexe. Il faudra toujours de la volonté pour transformer.

Mais **il faudra aussi de la vérité**. Les Français sont impatients, sûrement, exigeants –et ils ont raison. Mais, ils sont lucides. Ils nous connaissent bien. Ils nous ont même vu gouverner depuis 1981. Ils connaissent nos résultats, nos réussites. Mais, ils connaissent aussi nos défauts. Il faut donc leur dire la vérité. La vérité sur les rythmes de transformation et de réforme. Nous ne sommes pas le Parti qui additionne toutes les revendications dans un programme, car nous savons bien que ce type de discours ne tient qu'à l'occasion de quelques rencontres de congrès ou ailleurs. Nous ne sommes pas le Parti du mécontentement, de la protestation. Nous sommes le Parti de la réforme.

Nous devons dire la vérité : on ne fera pas tout tout de suite ; et ceux qui préconisent la rupture avec le capitalisme en deux ans, souvent rompent avec le socialisme en moins de temps qu'il en faut. Je suis pour que nous inscrivions notre action dans la durée et que nous disions à nos concitoyens que notre projet ne s'arrête pas à une législature, que nous ne venons pas au pouvoir pour cinq ans, faire des réformes que la droite déferra après. Nous sommes là pour changer profondément notre pays.

Il faudra dire la vérité sur les marges de manœuvre financière ; il n'est pas vrai que nous pouvons changer notre pays sans effort et sans solidarité. La solidarité n'est pas simplement de prendre sur les grandes fortunes –même s'il le faudra- que la droite allège aujourd'hui de toute contribution. La solidarité, c'est entre toute notre société, avec toute notre société et au-delà.

Il y a une vérité à dire sur la réforme fiscale. Nous sommes les champions de la réforme fiscale lorsque nous sommes dans l'opposition et beaucoup plus timides lorsque nous sommes aux responsabilités. Si nous voulons faire un grand impôt sur le revenu avec la CSG et la prime pour l'emploi qui disparaîtrait à l'occasion, il ne faut pas simplement l'inscrire dans la motion de congrès qui sera majoritaire au Mans ; il faudra le faire quand nous serons aux responsabilités.

Il faudra dire la vérité sur l'Etat qui ne peut pas tout. On ne changera pas une société simplement par l'Etat. Il faudra des syndicats forts, des associations mobilisées, des citoyens dans la démocratie participative.

Il faudra dire la vérité sur les institutions. Oui, il faut réformer les institutions ; oui, il faut renforcer les droits du Parlement ; oui, il faut faire le mandat unique ; oui, il faut faire la parité ; oui, il faudra faire le droit de vote des étrangers. Mais, il faudra dire aussi comment on le fera.

À partir de là, les réformes des institutions sont nécessaires, mais elles ne sont pas non plus le but ultime du socialisme. Et s'il s'agit de l'élection du Président de la République au suffrage universel que tout le monde réclame –en tout cas que personne ne supprime- je suggère tout de même qu'on lui donne quelques moyens d'agir à ce Président. Sinon, j'imagine le débat de second tour –si nous y sommes- de l'élection présidentielle où le candidat de droite dirait qu'il peut tout faire et le candidat de gauche dirait qu'il ne peut rien faire et que notre seul objectif serait de donner le pouvoir à d'autres. Ne nous mettons pas dans ces postures.

Je veux enfin aborder le **rassemblement de la gauche et le rassemblement des socialistes**. Le rassemblement de la gauche doit se faire autour de la force principale, c'est-à-dire le Parti socialiste. Et, pour faire le rassemblement de la gauche, pas besoin de surenchère, pas besoin d'aller sur le terrain des autres, pas besoin de battre notre coulpe. Je ne m'excuse jamais d'être socialiste ou réformiste. Je rappelle notre histoire, les réformes, les avancées.

Pour faire le rassemblement de la gauche, il faut être nous-mêmes, être respectés pour ce que nous avons fait et être critiqués pour ce que nous n'avons pas fait.

Je respecte tous les partenaires de la gauche et je leur demande de venir avec nous pour être respectés autour d'un contrat de gouvernement. C'est la meilleure façon d'avoir des droits et des devoirs ainsi que des engagements qui nous lient les uns les autres.

Quant à l'extrême gauche, elle a parfaitement le droit –je le respecte- d'attendre la Révolution. Cela prendra du temps. Nous, nous n'avons plus le temps car nous avons le devoir de faire des réformes.

Il s'agit aujourd'hui pas simplement d'être une opposition avec d'autres, pas simplement de battre la droite dans les manifestations –même si c'est utile. Il nous faut battre la droite dans les urnes. Cette question-là sera posée, le moment venu, à l'extrême gauche.

Enfin, il faut rassembler les socialistes et c'est l'occasion de notre congrès. Nous avons plus de convergences –et tant mieux- que de divergences à lire nos motions. Il n'y a rien d'irréductible entre nous, dès lors que chacun respecte les règles collectives.

Alors, le 9 novembre, les militantes et les militants socialistes vont avoir la parole, comme ils l'ont eue dans d'autres circonstances. Leur vote sera déterminant.

Il n'y aura pas, pour la motion que je conduis, de marchandage ou de compromis dans la commission des résolutions du congrès du Mans. Tout va se décider le 9 novembre. Soit la motion que je conduis avec beaucoup d'autres est minoritaire, alors d'autres dirigeront le parti, c'est la règle. Ils s'arrangeront comme ils pourront, mais ce sera la règle.

Si la motion que je conduis avec d'autres est majoritaire, la ligne du parti sera la ligne de la majorité des votes militants qui se seront exprimés le 9 novembre.

Le 9 novembre, comme socialistes, ne pensez pas trop aux socialistes. Ne faites pas votre choix par rapport à tel ou tel, c'est secondaire ; ne faites pas votre choix par rapport à tel ou tel enjeu de fédération ou de parti. Faites votre choix pour ce qui vous paraît être l'avenir de la gauche et l'avenir de la France. Car, aujourd'hui, la seule chose dont je suis sûr, c'est que c'est le Parti socialiste qui fera gagner la gauche et c'est la gauche qui fera changer la France.

**CONCLUSION DE FRANCOIS HOLLANDE
REUNION DE MOTION
FEDERATION DE PARIS
MUTUALITE – 18 OCTOBRE 2005**

Cher(e)s Camarades,

Nous avons vécu une longue soirée animée, avec des arguments vigoureux et de la passion – parfois trop, je vous le dis. C'est votre Premier Secrétaire qui vous le dit : entre socialistes, j'accepte les applaudissements ; j'accepte même que l'on ne s'applaudisse pas. Je n'accepte pas que l'on puisse couvrir la voix d'un autre socialiste. Car, on peut être en désaccord mais l'on se doit le respect. Toujours.

Que doit-on attendre du congrès du Mans ? S'agit-il de reproduire le débat européen et de nous poser la question, encore une fois, de savoir s'il fallait dire « oui » ou « non » au Traité constitutionnel européen ?

Cela fait un an que l'on débat entre nous. C'était un engagement de congrès et j'ai veillé à ce qu'il soit tenu ; c'était aussi ce que les militants avaient demandé. Mais, maintenant, le vote des militants est intervenu le 1^{er} décembre –il y a presque un an- et le vote des Français au mois de mai. Ce qui est exigé de nous, c'est de dépasser le vote, de prendre une initiative si c'est nécessaire. Par ailleurs, si nous voulons prendre une initiative avec les socialistes européens, encore faut-il les respecter ! Je veux bien que l'on soit les plus à gauche en Europe. Ce n'est pas très difficile, surtout quand on est dans l'opposition, c'est plus simple. On peut même critiquer ceux qui sont au pouvoir et leur demander de le quitter. Mais, si on veut faire l'Europe avec des progressistes, avec qui la ferons-nous si nous ne la faisons pas avec les socialistes européens ? Certains, c'est vrai ne nous plaisent pas et d'autres encore moins. Nous sommes toujours prêts à donner toutes les leçons : on est un grand parti et un grand pays. Mais pouvons-nous donner la leçon lorsque le 21 avril 2002, c'est un candidat d'extrême droite qui se retrouve au second tour face à Jacques Chirac ? Et croyons-nous que la cohabitation au pouvoir que nous avons connu à plusieurs reprises dans notre pays était une image compréhensible pour nos partenaires ? Voir arriver le Président de la République et le Premier ministre ensemble au conseil européen était étrange ; cela ne s'est produit nulle part, même dans les grandes coalitions !

On a donc le droit de critiquer tout le monde, encore faut-il aussi balayer devant sa porte. On le fait ici.

Que nous demande-t-on pour notre congrès du Mans ? On nous demande d'être capables de nous mettre en ordre pour gagner, parce qu'il y en a qui n'en peuvent plus dans notre pays ; les catégories populaires, sûrement ; les catégories moyennes aussi avec la crainte d'être déclassées. Que nous demandent les plus pauvres ? D'être prêts en 2007.

Le sens du congrès est donc là : être prêts en 2007. Ensuite, il nous faut chercher la bonne orientation pour nous rassembler. C'est le débat légitime entre nous. J'ai entendu qu'il y avait une question : Faut-il abroger, abroger, abroger ?

Mais si notre projet n'était qu'une suite d'abrogations, ce serait tellement simple ! Pourquoi ferions-nous même un congrès ? Le projet du Parti socialiste : abrogeons les lois Fillon (il faut le faire), abrogeons la loi Raffarin, abrogeons la loi Villepin... il faut le faire. Et puis cela en serait terminé. On aurait fini.

On ne doit pas simplement abroger ou revenir à 2002. On doit faire des progrès par rapport à 2002, par rapport à ce que l'on nous demande au-delà de 2007. C'est cela l'enjeu. Je ne veux pas revenir en 2002, surtout si, comme Laurent Fabius, on pense que l'on n'a pas tout réussi.

Ce que l'on nous demande ce n'est pas simplement d'abroger la loi Fillon sur les retraites, c'est quel progrès nous ferions sur les retraites.

Ce que l'on nous demande sur l'emploi, ce n'est pas simplement de supprimer le « Contrat Nouvelle Embauche » –même si on va le faire ; c'est d'être capables de créer de nouveaux emplois.

Ce que l'on nous demande sur les salaires, ce n'est pas uniquement de remettre en cause ce qui s'est ou pas fait, mais de les augmenter dans des conditions décentes et favorables.

Ce que l'on nous demande sur l'assurance maladie, ce n'est pas simplement d'abroger la loi Fillon, mais de dire comment nous ferons pour la prévention, pour contraindre les professions de santé à respecter leurs engagements.

On nous demande ce que nous ferons sur les questions de service public. Il ne suffit pas de dire que nous allons renationaliser. D'ailleurs, on en aurait du travail si l'on avait à renationaliser ce que l'on a nous-mêmes privatisé.

Ce que l'on nous demande, c'est de faire des propositions d'avenir. Sur la réforme fiscale, il va falloir faire bien plus que d'annuler les exonérations d'impôts et de cotisations qu'a faites la droite. Il va falloir faire une réforme fiscale profonde et il faudra du courage pour la mettre en œuvre. Il ne faudra pas être timide, frileux. Il faudra être capables de mener nos réformes et jusqu'au bout.

On nous demande de la clarté. On me demande si je suis pour le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement ? Je n'y suis pas favorable et j'en prends le risque. On veut retourner à cette situation où ce serait l'Etat qui assurerait les plans sociaux des entreprises ? On veut que ce soit l'Etat qui, une nouvelle fois, dise que dans telle entreprise on peut licencier ?

En revanche, je revendique cette loi de modernisation sociale que nous avons faite. Je la revendique et pense même que nous aurions pu aller plus loin. Mais, pourquoi ne sommes-nous pas allés plus loin ?

Sur les retraites, il est facile de dire qu'il ne nous reste qu'à abroger les décrets Balladur. Pourquoi ne l'avons-nous pas fait lorsque nous étions au pouvoir ? On va faire croire aux Français que l'on peut revenir à 37,5 ans pour tous ! Je ne le leur ferai pas croire car je veux dire la vérité aux Français dans ce congrès. Je ne suis pas là pour promettre ce que l'on ne pourra pas tenir. Chacun prend donc ses positions, les défend devant les militants et les militants choisissent.

Sur les engagements que nous avons pris au congrès de Dijon, beaucoup ont été tenus :

- Redresser le Parti et d'être capables de nous rassembler pour gagner les élections régionales, cantonales et européennes. Voilà un engagement pris et tenu.
- Respecter les minorités sur les listes aux régionales, aux européennes. Voilà un engagement tenu, y compris aux sénatoriales à Paris
- Faire la diversité sur la question de la représentation sur nos listes ; on l'a fait même s'il faut aller plus loin
- Consulter autant de fois que nécessaire les militants sur les grandes questions ; nous l'avons fait.

Nous ne réussissons, pour les années qui viennent et au-delà du résultat du congrès, comme socialistes que si nous sommes capables de porter un projet démocratique. Comme si nous-mêmes, nous n'étions pas en état de changer autant qu'il sera possible nos pratiques pour faire en sorte qu'elles soient généralisées au reste de la société.

La démocratie n'est pas simplement une procédure, une discipline. C'est le sens même de notre action. Ce que nous voulons faire pour le pays, c'est faire en sorte que chaque citoyen se sente comptable, propriétaire même du pouvoir qu'il délègue à d'autres. Je respecte les votes populaires. Le 29 mai, il y a eu un vote et tout candidat ne peut s'abstraire de ce vote. Comment un dirigeant politique, et d'autant plus un socialiste, pourrait ne pas tenir compte du vote populaire ? Comment un dirigeant socialiste pourrait ne pas tenir compte du vote en général ? Comment un dirigeant socialiste pourrait ne pas tenir compte du vote militant aussi, tout se tient !

C'est sur la démocratie que nous pouvons nous rassembler tous. Les majorités arithmétiques sont des majorités politiques. Car, si on dit, à la veille du 9 novembre, qu'il ne suffit plus d'avoir 51 % dans un parti pour en avoir la majorité, alors dans quel parti sommes nous ? Il faut avoir une majorité dans le congrès du Parti socialiste, et ensuite nous ouvrir, faire la synthèse si cela est possible. La synthèse –je la réclamerai au congrès- se fera sur la démocratie, dans l'intérêt de la gauche, dans le rassemblement de la gauche ; elle se fera pour qu'en 2007, les socialistes soient prêts pour offrir une perspective à la France. C'est l'engagement que je prends devant vous ce soir.